

Nouveaux Cahiers du socialisme



Les communs comme stratégie de décroissance

Bengi Akbulut

Numéro 21, hiver 2019

Penser la Grande Transition : utopies et stratégies

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90591ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Akbulut, B. (2019). Les communs comme stratégie de décroissance. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 158–162.

Les communs comme stratégie de décroissance¹

Bengi Akbulut

Professeure adjointe au département de géographie de l'Université Concordia

La décroissance, comme cadre conceptuel et projet politique, ouvre de nouveaux débats et stimule de nouvelles pratiques militantes pour articuler les liens entre société, économie et nature. Aujourd'hui, le concept est présent dans la littérature scientifique, le vocabulaire des mouvements sociaux, le débat public sur l'élaboration des politiques, et même dans des institutions comme le Parlement européen. Est ainsi abordée une vaste gamme de thèmes, allant de l'adaptation des infrastructures à la réorganisation du travail, en passant par l'économie solidaire, les limites de ressources et les solutions de rechange au PIB.

Une autre vision

Généralement, la décroissance est perçue comme une réduction d'échelle sur le plan matériel. Mais en vérité, cette idée renvoie à une transformation beaucoup plus globale (et radicale) des sociétés et des économies. La décroissance est en effet une proposition de réduction (et de stabilisation) volontaire, équitable et menée de manière démocratique, de la production matérielle et énergétique par laquelle la société extrait, transforme et consomme². Il ne s'agit pas seulement d'une question de durabilité environnementale : c'est une perspective liée à la justice sociale. En vérité, la justice exige la décroissance, car les effets néfastes de l'utilisation abusive des ressources et de la production excessive de déchets ne sont jamais répartis de manière égale au sein des sociétés ou entre elles.

1 Traduit de l'anglais par Emanuel Guay.

2 Giorgos Kallis, « In defence of degrowth », *Ecological Economics*, vol. 70, n°5, 2011.

Pourtant, la décroissance n'est pas seulement une question quantitative, elle est, plus fondamentalement, un appel à rompre radicalement avec l'impératif de croissance économique vue comme le principal objectif sociétal. La décroissance lance un défi à l'économisme, à savoir la logique économique qui colonise notre imagination, et le pouvoir de la rationalité économique qui domine d'autres rationalités, objectifs et représentations sociales. La décroissance cherche à déconstruire l'inévitabilité de l'impératif de croissance et de son association automatique avec l'amélioration de la vie. Cela implique de détruire les rapports économiques, les identités, les activités et de les repenser dans des termes différents (non économiques). D'où une remise en cause radicale des objectifs d'efficacité et de maximisation du profit et une (re)politisation de l'économie en mettant au premier plan la nécessité de définir de manière démocratique ce à quoi la société aspire³. En ce sens, la décroissance comporte un énorme potentiel de reconstruction de la sphère économique en tant que domaine où des décisions éthiques et politiques pourraient être prises.

Par ailleurs, la décroissance demande une réorientation des rapports économiques selon des principes différents, vers une structure différente, afin de remplir des fonctions différentes. L'idée est une société où l'économie et, partant, le métabolisme social (comment les sociétés organisent leur interaction avec les flux de matière et d'énergie) sont organisés différemment. Les principes sur lesquels cette reconstruction serait faite sont la prise en charge, le partage, l'autonomie, la solidarité, la justice, la démocratie et la convivialité. Avec la décroissance, la construction et le développement d'économies alternatives se distinguent explicitement du capitalisme.

La décroissance au-delà de la décroissance

Cette conception plus globale est ce qui donne à la décroissance un potentiel radical. Pourtant, peut-être ironiquement, la plupart des débats autour d'une transition vers la décroissance restent limités à cette idée de la réduction de la production et de la consommation. Au contraire, les arguments en faveur de la décroissance contestent le lien supposé entre le bien-être humain et la croissance matérielle⁴, en démontrant la possibilité de lutter contre la pauvreté par une combinaison de politiques telles que le partage du travail, le revenu de base garanti, les plafonds salariaux et une réforme fiscale⁵. Toutefois, le débat pour contester le concept de croissance et aller vers la décroissance ne s'arrête pas là. En effet, il n'est pas réaliste de supposer qu'une réduction des matériaux et de l'énergie impliqués dans les processus de production

3 Valérie Fournier, « Escaping from the economy: the politics of degrowth », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 28, n° 11-12, 2008.

4 Tim Jackson, *Prosperity without Growth. Economics for a Finite Planet*, Londres, Earthscan, 2009.

5 Giorgos Kallis, « The degrowth alternative », *Great Transition Initiative*, février 2015, <<https://www.greattransition.org/publication/the-degrowth-alternative>>.

et de consommation puisse être obtenue sans la destruction (de la croissance) et la réorientation (de l'économie). En ce sens, les piliers du projet de décroissance ne doivent pas être considérés dans une hiérarchie de priorités, mais plutôt comme des axes imbriqués qui s'appuient mutuellement.

Plus précisément, la question fondamentale est celle du sujet d'une politique de décroissance. Qui est le sujet qui lutte pour la décroissance ? À cette question essentielle, il n'y a pas de réponses faciles. Il faut admettre que l'attractivité de la croissance économique reste profondément ancrée dans la société, même pour les acteurs sociaux qui en subissent des charges sociales et environnementales disproportionnées. Par conséquent, la capacité des forces sociales à dépasser l'impératif de la croissance économique restera inévitablement limitée, à moins que l'on puisse la démystifier en tant qu'objectif sociétal. Bref, une politique de décroissance ne peut être efficace que dans la mesure où elle peut organiser les bases matérielles de la (re)production sociale, de sorte que les sujets potentiels d'une telle politique puissent articuler de nouvelles bases de subsistance et de nouvelles valeurs non colonisées par l'économisme. On pourrait ainsi court-circuiter le rôle joué par les supposés avantages de la croissance économique et donner aux citoyennes et citoyens sujets le pouvoir d'exiger une vie au-delà de la croissance. Pour cela, il faut examiner une politique du commun anticapitaliste, c'est-à-dire une manière anticapitaliste d'organiser le terrain de la reproduction sociale.

Les communs anticapitalistes

Les communs peuvent être compris de la manière la plus simple comme différentes formes matérielles et immatérielles de partage des richesses. Même si nous sommes habitués à penser davantage en termes de ressources naturelles (physiques), les réflexions (et actions) récentes sur les communs ont élargi les limites de cette compréhension conventionnelle pour inclure l'espace urbain, la connaissance, les droits sociaux (les systèmes de protection sociale et de retraite) et la richesse culturelle et intellectuelle.

Ces réflexions me sont suggérées par la tradition autonome au sein du marxisme, tel qu'élaborée par George Caffentzis, Silvia Federici, Massimo De Angelis et le Collectif Midnight Notes⁶. Dans cette perspective, le concept est défini par rapport à l'ensemble des rapports sociaux qui produisent et reproduisent ces biens communs en tant que formes de richesse sociale non marchandisée, dans l'acte de production des communs (*commoning*). Plus spécifiquement, les biens communs sont des sites de reproduction sociale accessibles à tous, indépendamment de l'intermédiation de l'État ou du marché, et où la reproduction sociale surgit par le travail collectif, l'accès

6 <<http://www.midnightnotes.org/mnpublic.html>>.

aux moyens de (re)production et des formes égalitaires de processus de décision. De telles formes de reproduction sociale et d'accès aux ressources sociales fabriquent alors une certaine protection contre le marché et contre l'État. À l'opposé, la capture et la privatisation des communs (les enclosures) visent l'expropriation, la fragmentation et la destruction de l'autonomie de la reproduction sociale par le marché ou l'État.

Une construction sociale alternative

Ainsi, les biens communs ne se limitent pas au partage des ressources naturelles et sociales. Ils incluent des rapports, des réseaux, des pratiques et des luttes qui offrent des moyens divers de reproduction sociale autonomes du marché et de l'État. Il faut insister sur les caractéristiques particulières des pratiques sociales constituant les communs. Les communs sont des formes de richesses non marchandisées pouvant être utilisées par tous et toutes selon les principes de la solidarité, de la collectivité, de la coopération, de l'autonomie, de l'égalitarisme, de la démocratie. Les communs concrétisent des formes de rapports entre communautés et biens communs qui ne se limitent pas à l'usage utilitariste de ressources, mais supposent, au contraire, l'autonomie, la reproduction autonome de la vie, l'assurance de la subsistance, plutôt que de la génération de profits. Pour résumer, les communs anticapitalistes sont des espaces de reproduction sociale accessibles à tous et toutes, à l'extérieur de l'intermédiation de l'État et du marché, où la production et la reproduction se font par le travail collectif, l'accès libre aux moyens de (re)production et la mise en place de processus de décisions démocratiques. Dans ce contexte, jardins et squats urbains, coopératives alimentaires, monnaies locales, licences de « biens communs créatifs » et pratiques de troc *sont des formes* contemporaines de communs. Elles expriment des pratiques d'autoapprovisionnement, en dehors de la logique des marchés et, à des degrés divers, incarnent une forme collective d'autoreproduction. Également, l'occupation de terres urbaines et rurales est une autre pratique de production du commun (*commoning*), dans la mesure où elles offrent un accès collectif aux moyens de reproduction sociale (logement, terres, etc.), en dehors du marché, et représentent également des formes non marchandisées de richesse sociale.

Produire du commun comme stratégie de décroissance

Pour Federici et Caffentzis, « les communs ne sont pas le point final de la lutte anticapitaliste, mais ses moyens ». Ils soulignent la nécessité pour les mouvements de mettre leur propre reproduction sociale à l'ordre du jour et d'apprendre à mettre leurs vies en commun, à s'organiser, par exemple, sur la base de leurs divers besoins et possibilités, et d'éliminer les pratiques d'exclusion et de hiérarchisation⁷. Pour Angelis

7 Silvia Federici et George Caffentzis, « Commons against and beyond capitalism », *Community Development Journal*, vol. 49, n° S1, 2014.

et Harvey, « il est difficile de concevoir l'émancipation du capital, de trouver des solutions découlant de la notion du *buen vivir*, et de la justice sociale et écologique, sans s'organiser, en même temps, sur le terrain des biens communs et des systèmes non marchandisés de production sociale⁸ ». Les biens communs anticapitalistes peuvent potentiellement renforcer (*empower*) les luttes contre le capital (et l'État) en élargissant les espaces d'autonomie dans la reproduction sociale. Dans ce sens, ils constituent le fondement même de la lutte. Se détacher des moyens et processus de reproduction sociale du marché et de l'État signifie se doter de moyens pour lutter contre ce marché et cet État.

Par exemple, les pratiques de partage autour de l'alimentation, du logement, de l'eau, de la santé, de l'éducation *créent* un espace d'autonomie et allègent l'emprise du marché et de l'État. Les sujets de la lutte acquièrent plus de forces quand les bases matérielles de leur reproduction sociale se mettent en place *par le biais* de biens communs.

La rupture

L'argument est valable pour la politique de la décroissance. Le bien-être matériel de la majorité de la population est dépendant de la redistribution des fruits de la croissance économique sous le capitalisme (et l'État). Organiser le terrain de la reproduction sociale à partir des biens communs anticapitalistes pourrait éventuellement briser les liens entre la croissance économique et le bien-être. Cela dépasserait le rôle joué par la redistribution des bénéfices de la croissance économique en satisfaisant les besoins matériels par une reproduction sociale équitable et collective. Les biens communs alors pourraient libérer les sujets potentiels de la politique de la décroissance en érigeant la base matérielle sur laquelle ces sujets pourraient prendre le devant de la scène.

Les biens communs ne sont pas seulement la pièce maîtresse potentielle d'une future société de décroissance. Le processus de construction des communs ne doit pas seulement être une vision pour un avenir postcroissance, mais un appel à s'organiser ici et maintenant, afin d'ouvrir les voies potentielles vers cet avenir. En fin de compte, les biens communs anticapitalistes devraient relever d'une stratégie de décroissance et non pas être le résultat de cette stratégie.

8 Massimo De Angelis et David Harvey, « The commons », dans Martin Parker, George Cheney, Valérie Fournier et Chris Land (dir.), *The Routledge Companion to Alternative Organization*, Londres, Routledge, 2014.